

Projet de Rapport d'information pour le Sommet 2010 des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires présenté par le Comité de Suivi Euromed du CESE

**Thème:** -Travail décent et développement durable autour de la Méditerranée : les secteurs de l'Eau douce, de l'eau de mer et de l'assainissement.-

### **Introduction**

La gestion de l'eau se trouve au cœur même de la vie dans les endroits secs où la marge entre survie et catastrophe est étroite. Simultanément, l'excès d'eau menace d'autres pays et territoires. Le niveau de la mer monte et Venise coule ; quant au delta de la Hollande, il est plus menacé que jamais.

40 % de la population mondiale tire son eau de puits, rivières, étangs ou mares situés en dehors des lieux d'habitation. Beaucoup manquent d'eau - 1,4 milliards de personnes, presque 20 % des habitants de cette planète, n'ont pas accès à une réserve suffisante d'eau non souillée. 2,6 milliards d'habitants n'ont toujours pas accès aux systèmes d'assainissement qui sont cruciaux pour garantir la santé humaine.

Cette année, le Forum économique mondial de Davos a averti que les ressources en eau de plusieurs régions du monde sont au bord de la faillite. Plus de 30.000 personnes venues de plus de 150 pays différents ont participé au Forum mondial de l'Eau à Istanbul. Le rapport des Nations unies intitulé «L'eau dans un monde qui change», élaboré pour ce sommet, prévient que l'augmentation de la population et le changement climatique est en train d'épuiser les ressources en eau douce à un rythme qui n'est pas durable. Il tire la sonnette d'alarme: s'ils ne sont pas traités, ces problèmes conduiront, à l'échelle mondiale, à «l'insécurité politique et à des conflits à différents niveaux» dans les prochaines décennies. Insistant sur l'urgence, la conférence a essayé de développer une vision partagée sur des sujets comme les défis de l'assainissement, les barrières financières et une meilleure compréhension des rôles complémentaires des secteurs publics et privés. Cependant, même si le Forum s'est achevé avec l'adoption d'une déclaration, il n'a pas d'été possible d'arriver à un accord sur certains points importants tels que le partage des ressources en eau, le rapport des Nations unies préparé pour l'événement, et la reconnaissance du droit à l'accès à l'eau. Quelque 20 pays ont adopté une déclaration alternative, dans laquelle l'accès à l'eau et à l'assainissement est reconnu comme un droit. Ceci montre que même si l'analyse de l'urgence de la situation est partagée, la façon d'y remédier ne l'est pas. L'initiative de l'eau du Forum économique mondial de Davos a décrit le relevé de la consommation et la tarification de l'eau comme des outils essentiels pour souligner la valeur de cette ressource et inciter à la préserver.

D'autre part, certains experts et ONG estiment que la crise de l'eau est en fait une crise de la gouvernance de l'eau et que la corruption dans le secteur de l'eau permettrait aux plus puissants de s'affranchir de règles qui préservent les habitats et les écosystèmes, de gaspiller et de polluer l'eau dont dépendent des régions entières, de détourner l'argent destiné à fournir les plus pauvres en eau, d'empêcher les petits exploitants d'avoir accès à toute l'eau nécessaire à l'irrigation de leurs plantations, de faire fi des accords patiemment élaborés pour le partage transfrontalier de l'eau, de

permettre aux populations les plus pauvres et les moins informées de mener des activités nuisibles à l'environnement et dommageables pour leur propres moyens de subsistance, avec des conséquences durables sur l'environnement, la cohésion sociale et la stabilité politique.

**I. La rareté des ressources en eau est un sujet d'une extrême pertinence pour la région méditerranéenne.**

Quelque 450 millions de personnes vivent dans les pays riverains de la Méditerranée : 170 millions sur la rive méridionale, 120 sur la rive orientale et 160 sur la rive septentrionale,<sup>1</sup> dont deux tiers résident en zone urbaine.

La rive sud ne reçoit que 10 % des précipitations annuelles de toute la région méditerranéenne.

Le rapport 2007 du GIEC<sup>2</sup> a alerté sur le fait que le pourtour méditerranéen fait partie des régions du monde où l'environnement et les activités humaines seront les plus touchés par le réchauffement climatique, avec une augmentation de la température de 3 à 4 degrés Celsius, une diminution des précipitations et des phénomènes météorologiques plus extrêmes d'ici 2100.

Divers modèles convergent pour indiquer une claire augmentation du risque de sécheresse et un allongement des périodes sans précipitations. Les pays de la rive sud et est de la Méditerranée en particulier doivent déjà faire face à une grave pénurie d'eau et à une distribution inégale de cette ressource vitale: le Plan bleu du PNUE indique qu'autour de la Méditerranée, 20 millions de personnes n'ont encore pas accès à l'eau potable. Ceci est dû, en partie, à des facteurs environnementaux mais les facteurs socio-économiques, techniques et autres facteurs "humains" jouent aussi un rôle. Cette situation est particulièrement préoccupante eu égard à la stabilité de la région: la prévention des conflits doit inclure une distribution plus équitable de l'eau et des droits à l'eau.

Le gaspillage de l'eau est un problème crucial. L'on estime que l'eau qui n'est pas utilisée, mais perdue représente presque 40 % de la demande totale en eau. Les prévisions indiquent en outre que celle-ci augmentera de 18 % d'ici 2025. L'agriculture représente 64 % de la demande totale en eau de la région (70% dans le monde). Les politiques axées sur l'augmentation de l'offre posent de sérieux risques à long terme: diminution rapide des ressources hydriques souterraines non renouvelables, infiltration d'eau de mer dans les nappes aquifères côtières, dégradation de la qualité de l'eau, flux réduits et assèchement des zones humides. Le Plan bleu du PNUE indique une autre voie: il fait valoir la possibilité de réduire la demande totale en eau de 25 %, en limitant les fuites d'eau et le gaspillage dans les secteurs agricole et industriel.

Au cours de la Conférence « Méditerranée : relever les défis du développement durable » organisée par l'Observatoire du développement durable et le Comité de suivi Euromed du Comité économique et social européen à Nice en avril 2009 différentes études de cas ont été présentées, montrant comment différentes régions organisent leur gestion de l'eau. L'on a pu notamment retenir de cette

---

<sup>1</sup> Rex/254 – R/CESE 682/2009 rev, rapporteur E. Iozia

<sup>2</sup> Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat.

Conférence que *"Les thématiques relatives au Développement durable constituent des préoccupations communes aux trois rives de la Méditerranée et l'opportunité d'engager des projets communs devient ainsi un pont et un trait d'union entre les nations méditerranéennes.*

*Le rôle de la mer de Méditerranée qui unit ses rives et de l'eau en général dans la qualité de vie des pays de son pourtour donne une dimension particulière qu'il convient de prendre dès maintenant en compte en mobilisant les moyens nécessaires à leur préservation...*

*Le changement climatique impose aussi d'anticiper et de maîtriser des périodes de transitions sociales justes et équitables, par une gestion prévisionnelle de l'emploi, des compétences et de la formation professionnelle dans un cadre de travail décent... ».*<sup>3</sup>

Dans diverses zones de la mer Méditerranée, la pollution atteint des proportions alarmantes. La qualité de l'eau subit les dégâts causés par les rejets directs et les rejets dans les cours d'eau affluents. Selon les estimations, les déversements d'hydrocarbures intentionnels atteignent entre 20 000 et 80 000 tonnes par an. Les nitrates et les pesticides utilisés dans l'agriculture, ainsi que les eaux usées domestiques et industrielles non traitées, sont rejetés dans les rivières ou les fleuves et finissent dans la mer. Quelque 47 millions de personnes n'ont pas accès à des systèmes d'assainissement adéquats, ce qui – sans compter les conséquences sur la santé – donne une idée de l'ampleur de la pollution causée par les eaux usées.

La technologie du dessalement d'eau de mer connaît depuis quelques années un développement important dans les pays secs du Moyen-Orient comme dans les pays tempérés européens. Face au manque de fiabilité et au coût croissant des approvisionnements en eau traditionnels, les améliorations technologiques ont rendu l'eau dessalée plus accessible, cependant les impacts potentiellement négatifs du déploiement anarchique de cette technique sur l'environnement ont été jusqu'à présent insuffisamment considérés.

Plusieurs initiatives politiques sont en cours en matière de réduction de pollution dans la mer Méditerranée : PNUE, Commission européenne, Sommet de Paris pour la Méditerranée et Conférence ministérielle Euromed sur l'Eau tenue en Jordanie en 2008, en vue de définir une stratégie de l'eau pour la Méditerranée, de préserver, diversifier les sources d'approvisionnement et utiliser de manière rationnelle et durable les ressources hydriques.

## **II. Agenda du Sommet 2010 des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires Euromed.**

Les Conseils économiques et sociaux et institutions similaires Euromed pourraient mettre à l'agenda de leur Sommet 2010 un thème qui permettrait d'élaborer un rapport d'information et plusieurs avis et de contribuer à établir les propositions de la société civile pour une meilleure gouvernance indispensable préalable à une meilleure répartition et préservation des ressources hydriques.

---

<sup>3</sup> Communication du CESe sur la participation des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires euro méditerranéens dans l'UpM. Nice 7 avril 2009

Etant donné l'impact des changements climatiques sur l'évolution de la situation des ressources hydriques, l'importance des moyens financiers publics et privés à investir, les conséquences sociales et économiques d'une dégradation de l'environnement sur différentes populations, les impacts négatifs de la corruption dans le domaine de l'eau sur les populations les plus exposées, l'importance de la population rurale et de l'activité agricole autour de la Méditerranée, la diversité des secteurs économiques (énergie, agriculture, pêche, industrie, santé, tourisme...) affectés par l'usage de la ressource, outre de faire état d'informations et de bonnes pratiques, il s'agirait d'approfondir dans trois directions la prospective : 1/ dimension régionale et locale , 2/ dimension spécifique eau et assainissement, 3/ gouvernance . Le nouveau cadre politique post Barcelone – UpM permet certes de prendre en compte les aspects concrets des domaines proposés et des projets annoncés, dans les domaines de la dépollution de la méditerranée, des autoroutes de la mer et autoroutes terrestres, de la protection civile, des énergies de substitution, de l'enseignement supérieur et la recherche et du développement des entreprises, mais impose aussi de bien mesurer l'investissement financier et politique pharaonique nécessaire à la réalisation des dits projets entrepris. Ainsi la société civile peut contribuer à garantir que les marchés soient passés dans les conditions de transparence favorisant leur bonne exécution et que les projets correspondent à des besoins évalués dès en amont suivant des critères d'intérêt général, en associant par exemple, les acteurs locaux (autorités locales, citoyens, expertise locale et régionale, entreprises prestataires) pour la détermination des besoins, des objectifs et l'évaluation des résultats d'efficacité.

Concernant la prospective en matière sociale, culturelle et environnementale, le rapport d'information pourrait proposer :

- le suivi de Copenhague et des perspectives sur l'après -Kyoto (2012 = fin de la première période d'engagement), sur les transferts de technologies à des coûts abordables, la facilitation de la mobilité des jeunes qui n'implique pas un appauvrissement en compétences des pays d'origine, de reconnaître la formation investie par les pays partenaires en créant un cadre de reconnaissance mutuelle des qualifications et des diplômes,
  
- Le soutien et la mise en place d'une gestion intégrée des ressources en eau par bassin de ressources dans une culture de paix et d'apaisement des conflits malgré les divergences persistantes,

#### **Conclusion :**

Retenir le thème du « Travail décent et développement durable autour de la Méditerranée : les secteurs de l'Eau douce, de l'eau de mer et de l'assainissement » permettrait d'optimiser dans la région le programme mondial pour l'Eau et l'Assainissement du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, de l'OMS , du Sommet pour le Développement durable de Johannesburg 2002, et des Objectifs du Millénaire en synergie avec le Plan bleu pour la Méditerranée et toutes les initiatives euro Méditerranéennes en cours.